



M. Emmanuel Macron  
Président de la République  
Palais de l'Élysée  
55, rue du Faubourg-Saint-Honoré  
75008 PARIS

Paris, le 15 octobre 2019

Monsieur le Président de la République,

J'appelle solennellement votre attention sur la situation dans le Rojava, région autonome du Kurdistan de Syrie, aujourd'hui sous le feu d'une agression militaire de grande ampleur des forces turques, décidée en violation du droit international par le Président Erdogan.

Cette offensive générale de la Turquie peut entraîner des conséquences humanitaires graves, une résurgence de Daech dans la région, et dans le monde, à commencer par l'Europe, comme vous l'avez souligné lors du Conseil de défense tenu ce dimanche soir.

Vous le savez, Monsieur Erdogan poursuit ainsi son vieux projet de massacrer les Kurdes, de procéder à un véritable nettoyage ethnique et de poursuivre sa politique d'expansion territoriale, en violation totale du droit international. Les dirigeants turcs relancent ainsi la guerre en Syrie et encouragent la résurgence des organisations terroristes islamistes, comme en témoigne la fuite de 800 prisonniers djihadistes et leur famille.

Un très grand nombre de gouvernements réproouve cette opération militaire et le déchaînement de violence qui frappe une nouvelle fois le peuple kurde et les forces démocratiques syriennes. Cette agression ouvre la voie à un engrenage pouvant échapper à tout contrôle.

Au regard de cette situation extrêmement grave, l'ONU, l'Union européenne et la France en particulier ont le devoir de tout mettre en œuvre pour obtenir l'arrêt immédiat de l'agression militaire turque, avec le retrait définitif de leurs troupes et pour placer durablement le Rojava sous protection internationale, avec la perspective de construire un processus de paix durable dans la région, comme y appellent les forces démocratiques.

Pour répondre à l'appel des forces démocratiques syriennes et permettre l'engagement d'un processus de paix juste et durable dans toute la région, une zone d'exclusion aérienne doit être décidée et garantie par l'ONU. La France doit rapidement saisir le Conseil de Sécurité pour définir les modalités d'intervention en ce sens, dans le respect du droit international, et plus généralement pour placer sous protection les populations et porter assistance aux victimes des combats.

La France, membre du Conseil de Sécurité de l'ONU et du commandement intégré de l'OTAN, doit agir en ce sens avec la plus grande détermination et sans attendre.

**Parti communiste français**  
2 place du Colonel Fabien 75 019 Paris  
Cabinet du secrétaire national : contact T 01 40 40 11 94 / e-mail [lpatrice@pcf.fr](mailto:lpatrice@pcf.fr)

Pour ne pas se rendre complice de la politique expansionniste et meurtrière du Président R.T. Erdogan, il est urgent de procéder à un embargo immédiat, total et durable sur toutes les ventes d'armes à la Turquie, y compris les commandes déjà enregistrées, comme notre pays l'a déjà décidé dans son histoire s'agissant de la commercialisation de Mistral.

Cette mesure pourrait également être prise par l'ensemble des pays membres de l'Union Européenne, que je vous appelle à interpeller en ce sens à l'occasion du Conseil européen, le 17 octobre prochain.

Des sanctions doivent par ailleurs être prises contre le Chef de l'État turc, par la saisie de ses avoirs personnels, en réaction à la violation du droit international dont il est le responsable.

Enfin, l'agression de la Turquie est un acte extrêmement grave, venant d'un membre important de l'OTAN, créant ainsi une situation explosive pour toute cette région du monde qui se trouve aux portes de l'Europe.

C'est pourquoi, au regard de l'attitude conciliante de l'OTAN à l'égard de l'agresseur turc, le Parti Communiste Français demande l'organisation en urgence d'un débat parlementaire sur le rôle et la place de la France dans l'OTAN ainsi que sur les orientations de la politique internationale et de défense de notre pays. Le PCF est pour sa part favorable à une sortie de la France du Commandement intégré de cette organisation. Il n'est plus tolérable que la structure intégrée de l'Alliance engage la France contre son gré dans cette agression, comme dans toute autre.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'assurance de ma haute considération.

Fabien ROUSSEL  
Secrétaire national de Parti communiste français  
Député du Nord

*bon à voir*